

Participation de l'UIHJ à un séminaire international aux Bermudes du 21 au 24 mai 2012

Le Gouvernement des Bermudes, avec le concours du Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé et le soutien du Secrétariat du Commonwealth, a organisé un atelier intitulé: «Les travaux de la Conférence de La Haye de droit international privé et leur pertinence pour la région des Caraïbes et des Bermudes – Un séminaire de formation interactif ».

L'atelier s'est tenu à l'Hôtel Fairmont Princess à Hamilton aux Bermudes du 21 au 24 mai 2012. Sue Collins, membre du bureau de l'UIHJ, était présente. Au fil des ans, en accomplissant son mandat, la Conférence s'est peu à peu transformée en un centre de coopération internationale judiciaire et administrative en matière de droit privé, notamment dans les domaines de la protection de la famille et des enfants, de la procédure civile et du droit commercial. Le site de la Conférence, www.hcch.net, présente des informations générales concernant la Conférence de La Haye ainsi que des informations détaillées et actualisées sur les conventions de La Haye.

Avec 72 membres représentant tous les continents, La Conférence de La Haye de droit international privé est une organisation mondiale qui se développe et s'occupe d'instruments juridiques multilatéraux qui répondent à des besoins mondiaux. Un nombre croissant d'Etats adhère aux Conventions de La Haye. Ainsi, près de 130 pays dans le monde sont aujourd'hui associés aux travaux de la Conférence.

Le mandat statutaire de la Conférence est d'œuvrer à « l'unification » progressive de ces règles. Cela implique de trouver des approches reconnues internationalement de questions telles que la compétence des tribunaux, le droit applicable, la reconnaissance et l'exécution des jugements dans un grand nombre de domaines, du droit bancaire ou commercial à la procédure civile internationale, et de la protection de l'enfance aux questions de mariage et de statut personnel.

Le Commonwealth est une association volontaire de 54 pays qui se soutiennent mutuellement et qui souhaitent travailler ensemble vers des objectifs partagés en matière de démocratie et de développement. Le Commonwealth concerne deux milliards de citoyens de toutes confessions et origines ethniques et comprend à la fois les plus grands pays du monde, les plus petits, les pays riches et les plus pauvres. Les pays membres proviennent de six régions: Afrique (19),

Asie (8), Amériques (3); Caraïbes (10); Europe (3), et Pacifique Sud (11). Le Commonwealth considère que les meilleures démocraties sont atteintes grâce à des partenariats – des gouvernements, des entreprises et la société civile. Le site Web du Commonwealth, www.thecommonwealth.org, présente des informations générales concernant le Commonwealth, ainsi que des informations détaillées et à jour sur ses activités.

La Division des affaires juridiques et constitutionnelles du Commonwealth (LCAD) facilite la coopération entre les pays membres en matière de droit constitutionnel et international, le développement et l'administration des systèmes de justice, et dans la lutte contre la grande criminalité dont la criminalité transnationale. Dans tous ses travaux la LCAD cherche à collaborer avec les organes des professions juridiques au sein du Commonwealth, notamment l'Association des juristes du Commonwealth, l'Association des juges du Commonwealth, l'Association d'éducation juridique du Commonwealth et des spécialistes d'autres groupes professionnels.

Le séminaire des Bermudes a été suivi par environ 130 personnes dont 95 de ces personnes faisaient partie d'agences situées aux Bermudes, les autres provenant d'horizons internationaux. L'ordre du jour se composait de deux ateliers conjoints organisés simultanément pendant les trois jours. Les deux groupes se sont rencontrés pour partie et ont rejoint les ateliers pour suivre les communications des experts sur les deux sujets. Un atelier a concerné les questions posées par les Conventions de La Haye relatives aux enfants. L'autre atelier traitait de la coopération juridique et les conventions de la Conférence de La Haye sur le contentieux.

La section sur la « Coopération juridique et des conventions sur le contentieux » ont couvert des sujets tels que la Convention Apostille, la signification de documents, l'obtention des preuves à l'étranger, les testaments et successions, le choix des tribunaux, les mesures conservatoires et les fiducies. La section des conventions



Justice Ian Rowe Chukudinka Kawakley, juge en chef des Bermudes – Justice Ian Rowe Chukudinka Kawakley, Chief Justice of Bermuda

de La Haye relative aux enfants comprenaient des discussions sur la protection des enfants, de l'adoption transfrontière, des obligations alimentaires relative aux enfants, et de l'accès international à la justice.

Pendant les ateliers, douze intervenants s'adressèrent aux participants. Parmi les personnalités invités et les conférenciers se trouvaient : le premier ministre et ministre des Finances Paula A. Cox, JP, MP - procureur général et ministre de la Justice, Kim N. Wilson. JP - Dr Christophe Bernasconi, secrétaire général adjoint de la Conférence de La Haye - Bill Fritzen, US Department of State - Justice Wade Miller, président de l'Association des juges du Commonwealth - Professeur David McClean, professeur émérite de droit, Royaume-Uni - Justice Ian Rowe Chukudinka Kawakley, juge en chef des Bermudes - Ignacio Goicoechea, Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine pour la Conférence de La Haye - Lord Justice Matthew Thorpe, chef de l'International Family Justice du Royaume-Uni - Micha Thorner, directeur d'études judiciaires de la Conférence de La Haye - Nadine Perrault, agent de programme Droits de l'Enfant, UNICEF - Norris Ebbin, président de la PIA, une société des Bermudes spécialisée dans la certification numérique - Akbar Khan, Directeur de la Division des affaires juridiques, Secrétariat du Commonwealth - M. Jarvis Matiya, Division des affaires juridiques et constitutionnelles, Secrétariat du Commonwealth - Sarah Lahoz Martinez, CONANI - Conseil national pour l'enfance et l'adolescence.

Les ateliers connurent un grand succès. Les participants ont reçu des experts internationaux un grand nombre d'informations sur les sujets abordés. Les idées et les solutions ont été échangées et seront rapportés au sein des organisations concernées. Les participants ont le plaisir de rencontrer des personnes d'autres îles et régions du monde confrontés à des problèmes similaires. Le séminaire a connu un tel succès que de futurs ateliers seront prévus dans la région des Caraïbes.

Participation of the UIHJ in an International Seminar Held in Bermuda on May 21st -24th, 2012

The Government of Bermuda, the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law, and the Commonwealth Secretariat hosted a workshop titled: “The Work of the Hague Conference on Private International Law and its Relevance for the Caribbean Region and Bermuda – an Interactive Training Seminar”.

The workshop was held at the Fairmont Princess Hotel in Hamilton Bermuda on May 21st – 24th, 2012. Sue Collins, member of the board of the UIHJ, was in attendance.

Over the years, the Hague Conference has, in carrying out its mission, increasingly become a center for international judicial and administrative co-operation in the area of private law, especially in the fields of protection of the family and children, civil procedure and commercial law. The Conference website, www.hcch.net, presents general information concerning the Hague Conference as well as detailed and updated information on the Hague Conventions.

With 72 Members, representing all continents, The Hague Conference on Private International Law is a global organization that develops and services multilateral legal instruments, which respond to global needs. An increasing number of non-Member States are also becoming parties to the Hague Conventions. As a result, the work of the Conference encompasses 130 countries around the world.

The statutory mission of the Conference is to work for the “progressive unification” of these rules. This involves finding internationally-agreed approaches to issues such as jurisdiction of the courts, applicable law, and the recognition and enforcement of judgments in a wide range of areas, from commercial law and banking law to international civil procedure and from child protection to matters of marriage and personal status.

The Commonwealth is a voluntary association of 54 countries that support each other and work together towards shared goals in democracy and development. The Commonwealth is home to two billion citizens of all faiths and ethnicity and includes some of the world’s largest, smallest, richest and poorest countries. Member countries come from six regions: Africa (19); Asia (8); the

Americas (3); the Caribbean (10); Europe (3); and the South Pacific (11). The Commonwealth believes the best democracies are achieved through partnerships – of governments, business, and civil society. The Commonwealth website, www.thecommonwealth.org, presents general information concerning the The Commonwealth, as well as detailed and updated information on its activities.

The Commonwealth’s Legal and Constitutional Affairs Division (LCAD) facilitates cooperation among member countries in constitutional and international law, the development and administration of systems of justice, and in combating serious and transnational crime. In all its work LCAD seeks to collaborate with the legal professional bodies in the Commonwealth including the Commonwealth Lawyers Association, Commonwealth Magistrates’ and Judges’ Association, Commonwealth Legal Education Association and other specialist professional groups.

The seminar in Bermuda was attended by approximately 130 individuals, 95 of these individuals were from agencies in Bermuda and the remaining attendees were from international destinations. The agenda consisted of two joint workshops held simultaneously for the 3 days. The two groups met together for sections of the workshop and separated into groups to be addresses by experts on the two topics. One workshop centered around the issues of the Hague Children’s Conventions and the other workshop covered topics dealing with the Legal Cooperation & Litigation Conventions of the Hague Conference.

The section on “Legal Cooperation & Litigation Conventions” covered subjects such as the Apostille Convention, the service of documents, the taking of evidence abroad, wills and succession, choice of courts, securities, and trusts. The “Hague Children’s Conventions” section included discussions on child protection, inter-country adoption, cross border child support, and international access to justice.



Jarvis Matiya, Division juridique et constitutionnelle du Secrétariat du Commonwealth

Jarvis Matiya, Legal & Constitutional Affairs Division, Commonwealth Secretariat

During the workshops the attendees were addressed by 12 expert speakers. Invited dignitaries and speakers participating in the program were: Premier and Minister of Finance The Hon. Paula A. Cox, JP, MP - Attorney General and Minister of Justice, Sen.the Hon. Kim N. Wilson. JP - Dr Christophe Bernasconi, Deputy Secretary General, Hague Conference - Mr Bill Fritzlen, U.S. Department of State - Justice Wade Miller, President of the Commonwealth Magistrates’ and Judges’ Association - Professor David McClean, Emeritus Professor of Law, United Kingdom - Justice Ian Rowe Chukudinka Kawakley, Chief Justice of Bermuda - Ignacio Goicoechea, Liaison Legal Officer for Latin America for the Hague Conference - Lord Justice Matthew Thorpe, Head of International Family Justice, United Kingdom - Micha Thorne, Director of Judicial Studies for the Hague Conference - Nadine Perrault, Child Rights Program Officer, UNICEF - Norris Ebbin, President of PIA, a Bermuda company specializing in digital certification - Akbar Khan, Director of the Legal Affairs Division, Commonwealth Secretariat - Mr Jarvis Matiya, Legal & Constitutional Affairs Division, Commonwealth Secretariat - Sarah Lahoz Martinez, CONANI – National Council for Childhood and Adolescence.

The joint workshops were a great success. The attendees received a great deal of information from world-wide experts on the topic discussed. Ideas and solutions were exchanged to take back to their respective agencies, and all involved had the pleasure of meeting individuals from other islands and areas of the world who deal with similar situations. The seminar was such a success that future workshops will be planned in the Caribbean region.